

Les candidats et le mur budgétaire

di Françoise Fressoz

Plus l'échéance présidentielle approche, plus l'équation des candidats se complique. On savait, depuis le début du second quinquennat d'Emmanuel Macron, le pays gravement handicapé par le niveau de son endettement (116,6 % du produit intérieur brut) : depuis que les taux d'intérêt sont redevenus positifs et augmentent, la charge de la dette ne cesse de croître et de peser sur les dépenses de l'Etat. Or voilà, à présent, le pays menacé de récession par la guerre au Proche-Orient ouverte par le président des Etats-Unis, Donald Trump, et le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou.

Le gouvernement assiste, impuissant, au déroulement d'un conflit sur lequel il n'a pas de prise et dont nul n'entrevoit l'issue. Chaque semaine qui passe l'oblige à augmenter le volume des économies budgétaires. Il le fait sous le regard critique de ceux qui le pressaient, naguère, de dépenser plus et lui reprochent aujourd'hui de mal documenter les annulations de crédits et les coupes auxquelles il est obligé de procéder. De 6 milliards d'euros, l'addition est en train de monter à 10 milliards d'euros, si ce n'est plus, pour tenter de ne pas trop s'éloigner de l'objectif de déficit fixé à 5 % du PIB en 2026.

La préparation du budget, qui se déroulera en pleine campagne présidentielle, ressemble à une mission impossible. Pour tenir ses engagements, le gouvernement devra procéder à un ajustement de plus de 50 milliards d'euros, ce qui paraît hors de portée au regard des psychodrames politiques qui ont présidé à l'adoption des deux derniers budgets, pour des montants beaucoup moins importants. La suite s'annonce encore plus difficile. Elle ne concerne plus, cette fois, le gouvernement Lecornu mais tous les candidats à l'élection présidentielle. La question qui leur est posée est tragiquement simple : comment ramener le déficit en dessous de 3 % du PIB, seuil à partir duquel l'endettement cesse de progresser, tout en honorant les dizaines de milliards d'euros de dépenses supplémentaires qui seront nécessaires pour protéger le

pays et lui permettre d'investir dans son avenir ? L'actualisation de la loi de programmation budgétaire, en passe d'être adoptée au Parlement, coûtera 36 milliards d'euros supplémentaires d'ici à 2030.

Opération vérité

Face au mur budgétaire, le contraste est grand entre le cri d'alarme lancé par les experts et la quasi-paralysie des politiques. Bercy vient de faire appel à quatre économistes renommés pour tenter de tracer un chemin pour le prochain budget, une initiative inédite. A défaut d'avancer des solutions, dont il laisse le soin aux candidats, le ministre de l'action et des comptes publics, David Amiel, s'est lancé dans une opération vérité à propos de la retraite des fonctionnaires. Sur Radio J, le 17 mai, il a pris l'exemple emblématique de l'éducation nationale où sur « *90 milliards d'euros de dépenses engagées, près d'un tiers, soit 30 milliards, ne servent pas à financer l'école mais les retraites passées* ». Il a renouvelé l'exercice à propos des dépenses de santé, le 5 juin, sur Sud Radio en souhaitant que chaque Français soit informé de ce qu'il coûte à la Sécurité sociale.

Au regard des déboires politiques essuyés par l'ancien premier ministre François Bayrou, rien ne dit que cette volonté de transparence aura l'effet escompté : trop de Français ont eu l'impression ces dernières années d'être les dindons de la farce pour ne pas s'accrocher coûte que coûte à leurs acquis. Et pourtant la maison brûle : l'ancien président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, juge « *le niveau des déficits extrêmement préoccupant* » (*L'Opinion* du 2 juin). Le « Prix Nobel d'économie », Philippe Aghion constate que « *la voix de la France est affaiblie en Europe par sa situation budgétaire* » (*Le Figaro* du 5 juin).

Le débat sur les retraites qui divise le Rassemblement national (RN), aux portes du pouvoir, est symptomatique. En pleine lune de miel avec le patronat, le président du parti, Jordan Bardella, n'est pas crispé à l'idée de remettre sur le métier une réforme des retraites, compte tenu de l'ampleur des déficits annoncés (plus de 15 milliards d'euros à l'horizon 2035 et 30 milliards en 2045, selon la Cour des comptes). Marine Le Pen, au contraire, veut toujours honorer, quel que soit son coût, sa promesse d'un départ aux alentours de 62 ans et même de 60 ans pourvu que le cotisant ait démarré tôt sa vie professionnelle (pour un coût estimé, en 2024 par le RN, à 9 milliards

d'euros). Selon ses proches, renoncer à une telle promesse reviendrait à trahir l'électorat populaire qui constitue le gros de sa base électorale.

A l'autre bout du spectre, le leader de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, s'en tient toujours à sa volonté de revenir à la retraite à 60 ans et se fait l'ardent défenseur de la Sécurité sociale qu'il prétend étendre à d'autres domaines que la santé. Il assure pouvoir la sauver en en modifiant le financement mais nul ne sait qui paierait l'addition.

Entre le RN et LFI, les candidats déclarés restent extrêmement évasifs, conscients du caractère éminemment explosif du sujet : la volonté d'Emmanuel Macron de faire travailler plus longtemps les Français pour sauver leur modèle social a empoisonné tout le début de son second quinquennat, au point que le gouvernement, privé de majorité, a dû se résoudre à une reculade peu glorieuse sur l'âge du départ à la retraite stabilisé aujourd'hui à 62 ans et 9 mois. Même les plus déterminés sur le sujet comme Edouard Philippe, ardent défenseur de la retraite à 65 ans, hésitent à recourir à un référendum dans la foulée de l'élection présidentielle.

Les politiques apparaissent globalement tellement faibles qu'une petite musique désagréable commence à se diffuser selon laquelle la France n'arrivera pas à se réformer seule et qu'il lui faudra encaisser un désagréable coup de pression venu des marchés financiers, du FMI ou de Bruxelles pour bouger. Aux candidats de démontrer pendant la campagne présidentielle qu'il leur reste un minimum de prise sur la réalité pour faire mentir les cassandres.